

# **Le Secrétaire général de l'ONU et plusieurs délégations expriment leurs doutes sur l'engagement d'Israël en faveur de la solution à deux États, seule voie pour la paix au Moyen-Orient**

27 janvier 2016



**Réuni en présence de plusieurs ministres des affaires étrangères, le Conseil de sécurité a entendu, aujourd'hui, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et plusieurs délégations émettre des doutes sur l'engagement d'Israël en faveur de la solution à deux États, la seule à même pourtant de ramener la paix au Moyen-Orient, comme l'ont souligné la quasi-totalité des 50**

## **intervenants qui se sont exprimés au cours de ce débat mensuel consacré à la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine.**

Appuyé par les représentants des États-Unis et de la France, le Secrétaire général a expliqué ses doutes par la poursuite de l'implantation illégale de colonies de peuplement par Israël, qu'il a qualifiée d'« affront pour le peuple palestinien et la communauté internationale ». M. Ban s'est dit, en particulier, « troublé » par l'approbation de 150 nouvelles unités dans des colonies de peuplement en Cisjordanie et l'appropriation par les autorités israéliennes d'hectares de terres au sud de Jéricho, actes qui ne font que saper une perspective de solution politique. De son côté, le représentant d'Israël a expliqué l'impasse actuelle par le refus des Palestiniens de s'asseoir à la table des négociations.

Le Secrétaire général a commencé son intervention en notant, avec regret, que 2016 a commencé comme s'est achevée l'année 2015, avec un niveau de violence inacceptable et des discours très partisans en Israël et dans les territoires occupés palestiniens. « Des soi-disant faits sur le terrain en Cisjordanie sont en train de sérieusement saper la viabilité d'un État palestinien et la capacité des Palestiniens à vivre dans la dignité », a affirmé le Secrétaire général, qui a également déploré que la situation humanitaire à Gaza ne se soit pas améliorée depuis la fin des hostilités il y a un an et demi.

Face à cette situation, M. Ban a estimé que le plus grand péril résidait dans le fait de sombrer dans la « résignation et le désespoir » et de renoncer à la recherche d'une solution politique à la question palestinienne. Reconnaissant qu'un règlement durable exigera des responsables palestiniens et israéliens des compromis, il a demandé quelle serait alors l'alternative : « la persistance d'une vague meurtrière d'attaques et de meurtres ? l'angoissante préparation d'une autre terrible guerre à Gaza ? ou la perte des fondations morales des sociétés palestinienne et israélienne ? »

Le Secrétaire général a ainsi exhorté les parties à empêcher que la solution à deux États ne soit définitivement abandonnée et à ramener l'espoir dans une région « en proie à une implacable vague de terreur ». Cet appel a reçu un écho différent auprès de l'Observateur permanent de la Palestine et du représentant israélien, le premier demandant qu'« Israël choisisse entre l'occupation et la paix » et que « le Conseil traduise en actes les positions très fortes qu'il a exprimées au sujet des colonies de peuplement ».

« Pour Israël, il n'y a pas de plus grand défi que celui de la paix », lui a répondu le second, qui a regretté que les Palestiniens refusent de s'asseoir à la table des négociations. « Nous voulons la paix avec la sécurité », a-t-il affirmé, en déplorant que, dans le même temps, les Palestiniens veulent « des concessions sans négociation ». Le représentant a également accusé le Conseil d'hypocrisie et de s'abstenir de condamner les incitations à la violence contre les Israéliens. « La peur est la même peur, la douleur est la même douleur, la réponse doit être la même réponse », a-t-il rappelé.

Pour sa part, le Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, M. Rodolfo Nin Novoa, qui présidait cette réunion, a exhorté le Conseil à assumer ses responsabilités « en assurant que le droit d'une partie ne soit jamais exercé au détriment de l'autre », tandis que le Ministre des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur du Sénégal, M. Mankeur Ndiaye, a préconisé de relancer les négociations sur la base d'éléments clairs assortis d'un calendrier précis pour parvenir à une paix définitive.

Le délégué de l'Espagne a, quant à lui, plaidé pour une initiative similaire à la Conférence de Madrid de 1991, qui avait permis de réaffirmer les efforts déployés à l'époque. Il a également remarqué que le Conseil n'a fait aucun progrès sur le dossier palestinien, alors qu'il a avancé en ce qui concerne le conflit en Syrie, en adoptant notamment la résolution 2254, le 18 décembre 2015. La crise syrienne a été l'autre sujet abondamment débattu par les intervenants, à commencer par la déléguée des États-Unis qui a déploré la

détérioration continue de la situation humanitaire en Syrie.

« Le siège de 12 des 15 villes syriennes et leur cortège d'horreurs sont imputables au régime syrien qui, s'est-elle indignée, dirige pourtant un État Membre de l'ONU. » La déléguée a également souhaité une reprise des pourparlers de paix syriens, à l'instar de son homologue de la Fédération de Russie qui a estimé qu'il serait « inadmissible » de laisser passer une telle chance. « Le « marchandage » doit avoir lieu à la table des négociations et non pas avant », a prévenu le représentant de la Nouvelle-Zélande.

Lire les différentes déclarations [ICI](#).

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Le-Secretaire-general-de-l-ONU-et-plusieurs-delegations-expriment-leurs-doutes>